

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Ouverture des crédits avant l'adoption du budget primitif 2025 - Autorisation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Le Maire est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, la M57, instruction budgétaire et comptable utilisée par la Ville prévoit que « *pour les dépenses d'investissement incluses dans une autorisation de programme, l'engagement s'effectue dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations de programme ouvertes au cours de l'exercice précédent* ».

Section de fonctionnement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2025, dans l'attente du vote du budget primitif 2025, sont retracées dans les tableaux suivants :

Chapitres	Libellés	Crédits votés en 2024	Ouverture de crédits 2025
930	Services généraux	87 052 895,0	87 052 895
931	Sécurité et salubrité publique	17 800 905	17 800 905
932	Enseignement, formation professionnelle apprentissage	90 370 838	90 370 838
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43 407 096	43 407 096
934	Santé et action sociale	53 267 469	53 267 469
935	Aménagement des territoires et habitat	17 917 658	17 917 658
936	Action économique	6 943 487	6 943 487
937	Environnement	2 120 234	2 120 234
938	Transports	8 664 350	8 664 350
940	Impositions directes	37 605 877	37 605 877
943	Opérations financières	13 646 500	13 646 500
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	334 575	334 575
946	Transferts entre les sections	43 930 500	43 930 500
Total		423 062 384	423 062 384

Section d'investissement :

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2025, dans l'attente du vote du budget primitif 2025, sont retracées dans les tableaux suivants :

Chapitre et Libellé		Crédits votées en 2024		1/4*	1/3	Ouverture de crédit 2025
900	Services généraux	hors AP	7 882 437	1 970 609		5 396 781
		en AP	10 278 514		3 426 171	
901	Sécurité et salubrité publique	hors AP	5 632 221	1 408 055		1 701 932
		en AP	881 630		293 877	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	hors AP	23 381 470	5 845 367		12 306 420
		en AP	19 383 157		6 461 052	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	hors AP	11 754 508	2 938 627		5 899 571
		en AP	8 882 832		2 960 944	
904	Santé et action sociale	hors AP	3 342 499	835 625		2 153 852
		en AP	3 954 683		1 318 228	
905	Aménagement des territoires et habitat	hors AP	52 388 666	13 097 167		44 261 168
		en AP	93 492 004		31 164 001	
906	Action économique	hors AP	272 109	68 027		75 306
		en AP	21 835		7 278	
907	Environnement	hors AP	17 000	4 250		617 194
		en AP	1 838 832		612 944	
908	Transports	hors AP	0	0		0
921	Taxes non affectées	hors AP	32 000	8 000		8 000
923	Dettes (100%) et autres opérations financières (25%)*	hors AP	84 204 185	81 115 099		81 115 099
925	Opérations patrimoniales	hors AP	7 800 000	1 950 000		1 950 000
926	Transferts entre les sections	hors AP	33 244 000	8 311 000		8 311 000
Total			368 684 581	117 551 826	46 244 496	163 796 322

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits de fonctionnement énoncés ci-dessus, dans la limite de ceux inscrits au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les crédits d'investissement énoncés ci-dessus dans le cadre d'autorisations de programme, dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au budget de l'exercice précédent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 11 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 décembre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-287476-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.